

Soigner, rééduquer, réinsérer : la santé sans préjugés

Pôle Régional Achats Patrimoine Développement Durable
22 bis rue de Turenne
59043 LILLE Cedex
service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr

**Maintenance du matériel dentaire
pour le Centre de Santé de l'Artois**

2025-01

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Type de procédure : MAPA

SOMMAIRE

PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
L'UNION POUR LA GESTION DES ETABLISSEMENTS DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE (UGECAM).....	3
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITION GENERALES	3
1.1/ OBJET DU MARCHE	3
1.2/ TYPE DE MARCHE	3
1.4/ ALLOTISSEMENT	4
1.7/ VARIANTES.....	4
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES REGISSANT LE MARCHE	4
2.1/ PIECES PARTICULIERES :	4
2.2/ PIECES GENERALES.....	4
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE - RECONDUCTION	4
3.1/ DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHE.....	4
3.2/ DEBUT DE LA PRESTATION.....	5
ARTICLE 4 – DISPOSITIONS PARTICULIERES	5
- CHOIX DES PERSONNELS D'EXECUTION	5
ARTICLE 5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	6
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION	6
6.1/ LIEU D'EXECUTION DU MARCHE	6
6.2/ INTERLOCUTEUR CHEZ LE TITULAIRE	6
ARTICLE 7 – CONSTATATION DE L'EXECUTION	6
ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE / CO-TRAITANCE	6
ARTICLE 9 – RECEPTION ET OPERATION DE VERIFICATION	7
ARTICLE 10 – PENALITES ET SANCTIONS	7
10.1/ PENALITES.....	7
10.2/ REFACTION	8
ARTICLE 11 – PRIX – CONTENU – VARIATION	8
11.1/ PRIX DU MARCHE	8
11.2/ CONTENU DES PRIX.....	8
11.3/ TYPE DE VARIATION DES PRIX	8
11.4/ MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	8
11.5/ MODALITES DE REVISION DES PRIX.....	9
11.6/ CLAUSE DE SAUVEGARDE	9
ARTICLE 12 – AVANCES	9
ARTICLE 13 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	9
13.1/ PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT PAR LE TITULAIRE.....	9
13.3 STIPULATIONS APPLICABLES AUX GROUPEMENTS	11
ARTICLE 14 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION – DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION	11
14.1/ VERIFICATIONS.....	11
14.2/ ADMISSION	11
14.3/ REJET DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 15 – GESTION ET SUIVI DU MARCHE	12
15.1/ INTERLOCUTEURS DU MARCHE	12
15.2/ FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATION	12
15.3/ QUESTIONNAIRE DE SUIVI DES MARCHES	12

ARTICLE 16 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE.....	13
17.1/ CONFIDENTIALITE DES DONNEES	13
17.2/ PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	14
ARTICLE 18 – NANTISSEMENT	14
ARTICLE 19- ASSURANCES.....	14
ARTICLE 20- TRANSMISSION DES ATTESTATIONS OBLIGATOIRES EN COURS DE MARCHE.....	15
ARTICLE 21- LITIGES.....	15
ARTICLE 22 – RESILIATION.....	15
21.1/ RESILIATION DU MARCHE	15
18.2/ RESILIATION DU MARCHE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF D'ALERTE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	16
ARTICLE 23 – REGLEMENT DES LITIGES	16
22.1 - REGLEMENT A L'AMIABLE	16
22.2 - MISE EN DEMEURE	17
22.3 - REGLEMENT JURIDICTIONNEL	17
ARTICLE 23 – DEROGATION AU CCAG	17
ARTICLE 24 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE.....	17

PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGEAM)

Les missions de l'UGEAM :

L'UGEAM Hauts-de-France gère 20 établissements, services sanitaires et médico-sociaux à destination d'adultes et enfants handicapés, de personnes âgées dépendantes, de patients en psychiatrie ainsi qu'en soins de suite et réadaptation.

Les missions de l'UGEAM sont les suivantes :

- Soigner, rééduquer toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.
- Réinsérer dans la société les personnes isolées par le handicap ou la maladie
- Accompagner au quotidien les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental).

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITION GENERALES

1.1/ Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la maintenance du matériel médical pour le centre de santé de l'Artois gérés par l'UGEAM Hauts-de-France, et désigné ci-dessous.

Le présent contrat a pour objet d'assister le centre de santé de l'Artois de l'UGEAM Hauts-de-France à réaliser normativement et qualitativement un ensemble de prestations par l'externalisation partielle de leur maintenance biomédicale dans une maîtrise des coûts et d'assurer la sécurité des patients et utilisateurs des biens par le contrôle qualité, de performance et de sécurité des dispositifs médicaux et instruments de pesage.

La prestation de contrôle de performance et de sécurité avec maintenance préventive et traçabilité des dispositifs médicaux est composée de :

- La réalisation d'un inventaire des dispositifs médicaux exploités, tenu régulièrement à jour et précisant la classification par ordre de risque (I, IIa, IIb ou III),
- La réalisation d'un contrôle de performance et de sécurité de chaque dispositif médical soit en interne ou en assistance externe,
- La réalisation d'un ensemble de classeurs pour la traçabilité.

La prestation a également pour objet la maintenance curative du matériel dentaire listé dans l'annexe financière. La liste des dispositifs médicaux reprise dans l'annexe est susceptible d'évoluer au cours du marché.

A la fin du marché, le titulaire devra fournir un listing du matériel contrôlé, sous format Excel ou équivalent.

Les spécifications techniques, au titre du présent marché sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), joint au dossier de consultation.

1.2/ Type de marché

Le présent marché est un marché de service.

1.3/ Mode de passation et forme du marché

Le marché public est passé selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1 à R2143-1 et suivants du Code de la commande publique.

1.4/ Allotissement

La présente consultation n'est pas décomposée en lot, elle concerne l'établissement désigné ci-dessous :

Désignation des établissements et contacts	Adresse des locaux
Centre de Santé de l'Artois Madame Aurélie BOULET, Responsable du centre de santé	2 Rue André GATOUX 62014 ARRAS Tel : 03.21.22.95.99

La présentation de l'établissement est disponible sur le site de l'UGECAM Hauts de France : <https://www.groupe-ugecam.fr/centre-de-sante-dentaire>

1.7/ Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES REGISSANT LE MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

2.1/ Pièces particulières :

- L'ATTRI1 et ses annexes,
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le mémoire technique,
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU),
- Le document descriptif des mesures de la politique RSE pour l'exécution de la prestation
- L'annexe « Attestation de visite ».

2.2/ Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique.
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de Services (FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Les normes et réglementations homologués en vigueur.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ - RECONDUCTION

3.1/ Durée et reconduction du marché

Le présent marché est conclu jusqu'au 30 septembre 2026.

En cas de reconduction, le titulaire ne peut s'y opposer et les dispositions du Code de la Commande Publique seront applicables de plein droit.

Néanmoins, lorsque le marché arrivera à expiration et dans le cas où la procédure en cours pour le nouveau marché ne pourrait aboutir avant cette échéance, le présent contrat sera prorogé jusqu'à la conclusion du nouveau marché.

Le marché peut être dénoncé par l'UGECAM Hauts-de-France à tout moment avec préavis de 3 mois. Cette dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

La dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

3.2/ Début de la prestation

La date prévisionnelle de début de prestation est prévue le 1^{er} avril 2025.

La prestation pourra démarrer à réception de la notification du marché par le titulaire.

Une réunion de démarrage du marché avec le représentant de l'établissement permettra notamment de préciser les engagements contractuels, les interlocuteurs, l'organisation et les moyens mis en œuvre par le titulaire du marché et de transmettre toutes les informations et consignes nécessaires. Egalement, la réunion permettra au titulaire de proposer un planning d'intervention à l'établissement.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

- Le recrutement du personnel devra être conforme aux règles imposées par la législation du travail,
- Le titulaire doit fournir pour chaque agent travaillant dans le cadre du présent marché, un double des qualifications professionnelles de ces agents. Ces documents sont à mettre à jour à chaque changement d'intervenant dans l'équipe. Une liste actualisée sera produite, à minima, une fois par an,
- Le personnel de l'entreprise doit se conformer **strictement** au règlement intérieur de l'établissement,
- Le titulaire est tenu au secret professionnel,
- Le titulaire s'engage à ne se livrer à aucune publicité dans le cadre de ses missions,
- Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelle cause que ce soit,
- Le titulaire est responsable des accidents ou événements dommageables pour l'établissement, survenus par le fait de son personnel, ou en cas de manquement à ses obligations de service.

Tout manquement à ces obligations qui ne serait pas suivi d'actions correctrices dans des délais raisonnables sera susceptible d'entraîner la résiliation du marché.

- Choix des personnels d'exécution

Les prestations sont exécutées sous la direction du titulaire qui doit se conformer strictement aux prescriptions de l'établissement. Il sera tenu de s'assurer que le personnel affecté à la mission :

- Respecte les locaux communs des sites concernés (toilettes, vestiaires),
- Respecte le fonctionnement et le règlement des établissements où il intervient,
- Respecte les obligations en matière de confidentialité et les mesures de sécurité telles que définies dans le CCTP.

Le titulaire informera l'établissement, dans les meilleurs délais, de tout changement d'intervenant notamment si celui-ci, pour des raisons diverses, ne donnerait pas satisfaction.

ARTICLE 5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) :

Classifications principales et complémentaires
Services de réparation et d'entretien de matériel médical (50421000 - 2)
Equipements médicaux (33100000)
Instruments dentaires (33131000-7)
Instruments et appareils de dentisterie et de ses sous-spécialités (33130000)

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION

6.1/ Lieu d'exécution du marché

Les prestations doivent être exécutées au lieu indiqué à l'article 1.4 du présent document.

6.2/ Interlocuteur chez le titulaire

Le titulaire s'engage à communiquer dans les quinze jours ouvrés après la notification du marché, les coordonnées de la personne chargée du suivi commercial et technique, ainsi qu'une adresse mail valide. Le titulaire s'organise pour que cette boîte mail soit consultée même en l'absence de son propriétaire. Cette personne sera l'interlocuteur unique de l'établissement pour le suivi du marché, etc...

En cas de changement au niveau de l'équipe d'intervenants, le titulaire informe sans délai le responsable de l'établissement et dispose de 8 jours à compter de cette date pour communiquer le nom et titre du remplaçant. Le responsable de l'établissement à 8 jours pour récuser le remplacement, au-delà de ce délai, le silence vaut acceptation. En cas de récusation, le titulaire a 7 jours pour présenter un nouveau remplaçant.

Son acceptation est faite dans les mêmes termes que précédemment. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusations des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié pour faute.

ARTICLE 7 – CONSTATATION DE L'EXECUTION

Chaque intervention donne lieu à un rapport d'intervention visé par le responsable du site du lieu d'intervention.

En application de l'article 28.1 du CCAG FCS, le Pouvoir adjudicateur effectue au moment même de l'exécution des prestations, les opérations de vérification qualitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps. Dans ce cas, la signature du bon d'intervention par le responsable du site vaut admission de la prestation.

Vérification qualitative

A l'issue des opérations qualitatives, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE / CO-TRAITANCE

8.1/ Sous-traitance

La sous-traitance totale n'est pas autorisée.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 euros TTC.

8.2/ Cotraitance

Conformément à l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

ARTICLE 9 – RECEPTION ET OPERATION DE VERIFICATION

La prestation de *maintenance du matériel dentaire* devra être conforme aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification du marché).

Vérification des prestations

Une grille d'évaluation est transmise de manière dématérialisée mensuellement par les responsables des établissements à l'UGECAM Hauts-de-France.

Lorsqu'une carence apparaît au cours de la prestation de contrôle de performance des dispositifs médicaux, les établissements transmettent, si nécessaire, à l'UGECAM Hauts-de-France leurs observations en temps voulu afin que le titulaire remédie à cette défaillance dans les plus brefs délais.

Des contrôles inopinés et aléatoires sont également effectués par les agents de l'UGECAM Hauts-de-France sur la base des fiches de contrôle qualité.

En cas de résultats non satisfaisants, les pénalités prévues à l'article 10 du CCAP s'appliqueront alors de facto.

ARTICLE 10 – PENALITES ET SANCTIONS

10.1/ Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, pour tout retard dans les délais prévus au CCTP les pénalités définies ci-dessous. Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Dans l'hypothèse où des difficultés se présenteraient fréquemment du fait de renouvellement de retard non justifiés et du non-respect des articles demandés notamment, l'établissement aura la faculté de résilier le marché sans que l'opérateur économique puisse prétendre à une quelconque indemnité. La résiliation s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre fixera la prise d'effet. Le titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, à assurer pleinement la continuité du service.

En cas de défaillance de sa part, l'établissement peut faire assurer le service aux frais et risques du titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés, conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

Si, du seul fait du titulaire, les délais prévus au contrat sont dépassés, celui-ci encourt, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, des pénalités calculées selon les dispositions suivantes :

Prestations	Délai/Durée	Pénalités
Absence à la date prévue (contrôle, réunion...)	Par absence	150euros
Retard	A compter du 1 ^{er} jour de retard	$P = \frac{V \times R}{500}$ P = montant des pénalités V = valeur TTC de la commande en retard R = nombre de jours de retard
Délai de réparation	A compter du 1 ^{er} jour de retard	10 euros par jour de retard et par appareil.
Retard dans la livraison des pièces et des prestations	A compter du 1 ^{er} jour de retard	50euros par jour de retard
Non-conformité de la prestation réalisée	Par jour	20 euros par jour jusqu'à la date de régularisation
Retard dans la transmission des documents	Par document et par semaine de retard	50euros

10.2/ Réfaction

Conformément au CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Les décisions de réfaction ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Ces décisions seront motivées et basées sur les documents de suivi de l'exécution des prestations à partir desquels les représentants de l'organisme opèrent leurs contrôles.

ARTICLE 11 – PRIX – CONTENU – VARIATION

11.1/ Prix du marché

Le prix forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne la prestation *de contrôle de performance des équipements médicaux* définies par les pièces énumérées à l'article 2 du présent CCAP.

Les prix indiqués dans l'ATTRI1 ou dans le BPU comprennent toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Les prix du marché sont réputés sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

11.2/ Contenu des prix

Le présent marché est passé à prix révisables forfaitaires.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'ATTRI1, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'UGECAM Hauts-de-France toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions des CCTP pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours du marché et ne pouvant être considérées comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les aléas, qui donneraient naissance à une interruption provisoire de la prestation de contrôle de performance des dispositifs médicaux sans bouleverser l'économie du marché, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

Les comptes seront réglés d'après le prix forfaitaire du marché.

L'ensemble de la prestation de maintenance du matériel médical décrite au CCTP (maintenance préventive, contrôle de performance) sera inclus dans ce prix forfaitaire annuel.

D'autre part, la prestation de maintenance curative sera réglée selon les prix indiqués dans l'annexe financière, et il sera indiqué la remise sur les pièces nécessaires à la maintenance curative.

Les comptes seront réglés d'après le prix forfaitaire du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales de toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

11.3/ Type de variation des prix

Le prix sont réputés fermes la première année. Les révisions interviendront, par la suite, une fois par an, à la date anniversaire du début de fourniture des produits d'entretien.

Les prix sont révisables suivants les modalités fixées à l'article 11.5 du présent document.

11.4/ Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du dernier indice trimestriel connu au moment de la notification du marché.

11.5/ Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables dans les conditions suivantes :

Le contrat est traité à prix ferme pour une année par rapport au montant retenu à l'ATTRI1.

Au-delà de la première année, les prix seront révisés annuellement de la manière suivante :

$$P = P_0 [0,15 + (0,85 \frac{ICHTrev - TS-M}{ICHTrev - TS-M_0})]$$

P = nouveau prix

P₀ = prix retenu à l'acte d'engagement (mois 0 = mois précédent le mois de remise des offres indiqué au règlement de la consultation)

ICHTrev – TS- M (Identifiant 005165195) = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques du mois de révision des prix

ICHTrev-TS – M₀ (Identifiant 005165195) = indice du coût horaire du travail – activités spécialisées, scientifiques, techniques du mois zéro (mois 0 = mois précédent le mois de remise des offres indiqué au règlement de la consultation)

11.6/ Clause de sauvegarde

La hausse du prix résultant de son ajustement ne peut être supérieure au taux d'évolution budgétaire imposé aux établissements par leur autorité de tarification.

Si la hausse du prix excède 2 %, le marché pourra être résilié par l'organisme sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS.

ARTICLE 11 – AVANCES

Sans objet

ARTICLE 12 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

12.1/ Présentation des demandes de paiement par le titulaire

Les demandes de paiement doivent correspondre à la prestation de contrôle de performance des dispositifs médicaux réellement exécutées et livrées à la date d'établissement de la facture. Le prestataire doit émettre les factures à terme échu.

• Demandes de paiement

Les demandes de paiement sont adressées, en deux exemplaires directement au Directeur de l'établissement concerné. Les désignations de la prestation *de contrôle de performance* des dispositifs médicaux et leurs montants, doivent apparaître distinctement et clairement sur les factures.

Outre les mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- Le numéro de SIREN ou SIRET,
- La date et le numéro de facture,
- Le numéro de compte bancaire ou postal (RIB fourni avec l'ATTRI1),
- La désignation du site et l'adresse du service destinataire des prestations courantes et des consommables,
- La désignation et l'adresse du service en charge de la facturation,
- Le numéro du marché,
- Le numéro d'EJ (Engagement Juridique) initial du marché,
- Le numéro du bon de commande le cas échéant,
- La désignation de chacune des prestations,
- Les montants HT et TTC des prestations courantes,
- Les montants HT et TTC des prestations exceptionnelles, s'il y en a,
- Les montants HT et TTC des prestations de tri sélectif, s'il y en a,

- Les montants HT et TTC des consommables livrés,
- Le taux et le montant de la TVA de chaque prestation,
- Le taux et le montant de la TVA de chaque consommable,
- Le montant total HT et TTC de la facture.


En cas de révision des prix, le titulaire indique les prix révisés par application du coefficient de calcul communiqué par l'UGECAM Hauts-de-France et renseigné à l'article 11.5 ci-dessus.

Au cas où une partie de la prestation *de contrôle de performance des dispositifs médicaux* n'aurait pas été exécutée et/ou livrée, conformément aux dispositions du présent marché, l'UGECAM Hauts-de-France se réserve la possibilité d'en précompter automatiquement le montant sur le ou les prochains paiements.

• **Adresse de facturation**

Les factures sont transmises directement à l'établissement concerné (adresse reprise à l'article 1.4 du présent document), qui s'assurera de la réalisation des prestations conformément au CCTP.

La transmission de façon dématérialisée, une solution informatique, gratuite et sécurisée est mise à disposition du titulaire via Chorus Portail Pro afin de transmettre les factures sous forme dématérialisée. Cette application est accessible depuis l'adresse suivante :

	Lien vers portail d'accès
Lien portail Chorus Pro	https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1

Etablissement	Localisation	Numéro de SIRET
Centre de Santé de l'Artois	Arras	423 628 262 00341

12.2/ Modalités et délai de paiement

Le paiement est effectué par virement en euros, au compte ouvert au nom du titulaire mentionné en partie D de l'ATTR11.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Directeur ou la Directrice de l'établissement.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'UGECAM Hauts-de-France.

• **Délai global de paiement et mode de calcul des intérêts moratoires**

Les sommes dues au titulaire, seront payées dans un délai global de **30 jours** calendaires à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires, au bénéfice du titulaire du marché, à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de **huit points**.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

Montant du principal en TTC x (nombre de jours de retard / 365) x taux IM

- **Modalités de paiement en cas de désaccord**

En cas de désaccord entre le titulaire et l'UGECAM Hauts-de-France, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par l'UGECAM Hauts-de-France dans les conditions prévues à l'article 11.7.3 du CCAG FCS, déduction faite des éventuelles pénalités dues au titre de l'article 10.1 du présent document.

12.3 Stipulations applicables aux groupements

Si l'exécution du marché est confiée à un groupement momentané d'entreprises, le destinataire de tous les bons de commande est le mandataire du groupement tel qu'identifié à l'ATTRI1.

Le mandataire accuse réception de la commande et indique par retour à l'UGECAM Hauts-de-France qui, du mandataire ou de chaque cotraitant désigné à l'ATTRI1, a été désigné par le groupement pour assurer l'exécution des prestations objet du bon de commande.

Dans le cas où le mandataire n'effectuerait pas cette formalité dans un délai de **dix (10) jours** ouvrés à compter de la date d'émission du bon de commande, il sera considéré que l'exécution des prestations est assurée par le mandataire.

Les acomptes et paiement prévus sont versés au mandataire solidaire du groupement.

ARTICLE 13 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION – DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION

13.1/ Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées, à la remise du rapport remis pour chaque intervention, par le représentant du bénéficiaire.

Les opérations de contrôle, de vérification et d'admissions des prestations sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG-FCS.

Les modalités d'autocontrôle seront fixées par le titulaire dans le mémoire technique méthodologique et technique joint à son offre.

L'établissement se réserve la possibilité de réaliser des contrôles en cours d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai indiqué au second alinéa est de dix (10) jours.

13.2/ Admission

Suite aux vérifications, et par dérogation aux articles 30.1 du CCAG-FCS, le visa du pouvoir adjudicateur certifiant le « service fait » sur le certificat pour paiement annexé à chaque facture vaudra décision expresse d'admission sans réserve des prestations effectuées.

Les décisions de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

13.3/ Rejet des prestations

Conformément à l'article 30 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution partielle ou totale du titulaire, il pourra être appliqué une réfaction sur le prix forfaitaire mensuel. Cette réfaction sera alors calculée proportionnellement à l'ampleur de l'inexécution constatée.

En cas de carence totale ou partielle du titulaire, il est procédé à l'application des pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP et, le cas échéant, à une commande auprès d'un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14 – PLAN DE PROGRES

Le titulaire s'engage en tant qu'expert et conseiller sur le marché à proposer un plan de progrès tout au long du marché pour améliorer les performances de la prestation :

- Propositions et solutions quant aux aménagements de toute nature à effectuer pour déboucher sur une plus grande efficacité de la prestation tout en préservant ou améliorant la qualité des prestations ;
- Propositions et solutions quant à une meilleure prise en compte du RSE dans l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur effectuera régulièrement et au moins une fois par an une évaluation globale des prestations réalisées afin de détenir avec le titulaire les améliorations à apporter le cas échéant. Le titulaire devra, sur la base de ce constat définir un plan de progrès sur lequel il s'engagera. Ce plan de progrès comportera toutes les informations nécessaires (moyens affectés, délais de mise en œuvre ...) pour répondre aux objectifs fixés. De même, il veillera à la prise en compte de l'hygiène et de la sécurité à tous les niveaux du marché, conformément aux dispositions réglementaires applicables. Le titulaire du marché devra rechercher continuellement l'amélioration dans ce domaine. De plus, ce plan de progrès sera l'occasion pour le titulaire de faire bénéficier le pouvoir adjudicateur de son expertise sur les prestations du marché. Ces plans de progrès sont à produire au minimum une fois par an, et dans un délai de 4 mois avant la date d'échéance du marché.

ARTICLE 15 – GESTION ET SUIVI DU MARCHE

15.1/ Interlocuteurs du marché

UGEAM Hauts-de-France
PRAP-DD
2 rue d'Iéna
CS 70004
59043 LILLE Cedex
Tél : 03.28.82.02.66

Courriel : service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr

15.2/ Forme des notifications et communication

Les échanges de communication entre l'UGEAM Hauts-de-France et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

15.3/ Questionnaire de suivi des marchés

Le titulaire sera sollicité régulièrement (6 mois après le début du marché et ensuite annuellement) pour répondre à un questionnaire permettant de faire un bilan d'étape du marché.

Cette enquête permettra au titulaire de nous indiquer les difficultés rencontrées ainsi que les aspects positifs. L'objectif est de créer un partenariat entre l'UGEAM et ses prestataires et fournisseurs, pour ajuster le marché et le rendre le plus efficace possible.

ARTICLE 16 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

• **Changement et dénomination sociale du titulaire**

Le titulaire doit impérativement en informer par écrit l'UGEAM Hauts-de-France et communiquer une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (RIB) dans les plus brefs délais.

- **Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché**

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, l'UGECAM Hauts-de-France procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

La nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R2143-15 du code de la commande publique et D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D-8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail, ainsi qu'une fiche SIREN et un Relevé d'Identité Bancaire.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, l'UGECAM Hauts-de-France procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

- **Cession, association, substitution, liquidation judiciaire**

Le titulaire du marché ne peut céder son marché en totalité ou en partie, ni contracter une association pour son exécution sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur. A cet effet, il communique à ceux-ci, et sans délai, les documents juridiques décrivant les conditions dans lesquelles la cession du marché s'est produite (copie de l'Assemblée générale extraordinaire, extrait de Kbis, publications officielles de l'avis rendu par l'Assemblée Extraordinaire etc.). Toute cession, association ou substitution non autorisée sera nulle de plein droit et pourra entraîner la résiliation du marché. En cas de cession, de substitution ou d'association régulièrement autorisée, le titulaire du marché demeure garant solidairement avec le cessionnaire ou avec ses associés de l'accomplissement de toutes les clauses du marché.

Au cas où une procédure de redressement judiciaire serait mise en place au bénéfice du titulaire du marché, celui-ci en informera sans délai les Pouvoirs Adjudicateurs et leur communiquera le jugement prononçant l'ouverture d'une période d'observation.

Dans l'hypothèse où, à l'issue de cette période d'observation, le Tribunal de Commerce prononcerait la liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire du marché, son gérant en informera sans délais le pouvoir adjudicateur.

- **Modification de marché**

Dans le respect des dispositions de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique (CCP), le marché peut être modifié dans les conditions suivantes :

- A l'occasion de l'acquisition de nouveau matériel ou de nouvelles installations, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les intégrer au présent marché.

Les modifications de marché, quel que soit leur montant, qui interviendraient en application du présent article respectent les conditions fixées à l'article R. 2194-7 du CCP.

ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE

17.1/ Confidentialité des données

Les données contenues dans les supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché,

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché,
- Prendre toutes mesures notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traitées tout au long de la durée du présent marché,

Et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, ou à restituer intégralement tous supports d'informations.

A ce titre, si le titulaire sous traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

L'UGECAM Hauts-de-France se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater les respects des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé, qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du Code pénal.

L'UGECAM Hauts-de-France pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du non-respect des dispositions précitées.

17.2/ Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

ARTICLE 18 – NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-62 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 19 – ASSURANCES

Le titulaire du marché s'engage à souscrire une police d'assurance « responsabilité civile » couvrant tous les risques matériels et corporels causés aux tiers. Cette assurance doit notamment garantir les personnes, matériels, documents et produits transportés. Elle doit être effective dès le début du présent marché, être valable et régulièrement renouvelée pour couvrir toute la durée du marché. A la demande de l'établissement, le titulaire devra être en mesure de justifier de sa validité à tout moment lors de l'exécution du présent marché. Si la police d'assurance comporte une clause de franchise, l'entreprise doit prendre intégralement à sa charge les frais résultant de tout dommage.

En cas de dommage lors d'un transport de matériels, si la couverture de l'assurance s'avère insuffisante, le titulaire s'engage à dédommager le pouvoir adjudicateur de l'intégralité du coût des dommages subis. Le matériel sera estimé à sa valeur vénale.

Le titulaire s'engage à fournir une attestation d'assurance en cours de validité, chaque année ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, et ce jusqu'à la fin du marché.

À défaut de production, le marché pourra être résilié.

ARTICLE 20 – TRANSMISSION DES ATTESTATIONS OBLIGATOIRES EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Dans le cadre de la réglementation en matière de lutte contre le travail dissimulé, le titulaire doit fournir tous les six mois, à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, ainsi que l'ensemble des documents et attestations exigés par le pouvoir adjudicateur.

A cet effet, l'UGECAM Hauts-de-France met à votre disposition la plateforme en ligne afin de sécuriser et simplifier vos démarches administratives obligatoires : e-Attestations.com

L'utilisation d'e-Attestations.com est gratuite et vous permettra d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents demandés par l'acheteur durant l'exécution de vos marchés.

En conséquence, nous vous demandons de prendre toutes les dispositions pour vous enregistrer et déposer les documents obligatoires (art. L-8222-1 du code du travail) afin que votre société soit en conformité :

L'attestation de vigilance à jour (URSSAF, RSI, MSA...)

La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour Pôle Emploi de la Région Hauts de France.

Tous les autres documents qui pourraient être demandés en complément dont notamment* :

- Attestations fiscales à jour
- Attestations d'assurance responsabilité civile
- Justification du contrat d'assurance en responsabilité civile décennale (si besoin)
- KBIS
- Déclarations sur l'honneur

*Liste non exhaustive

Si vous rencontrez le moindre problème dans le dépôt des documents sur la plateforme, nous vous invitons à contacter directement le service support en ligne e-Attestations.com (aide et tutoriels).

<https://www.e-attestations.com>

ARTICLE 21 – LITIGES

Si un différend survenait à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceraient de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les litiges entre un établissement et le titulaire du marché ne pourront être avancés comme justifiant la suspension – même temporaire – des prestations prévues au présent marché.

En outre, la grève ne saurait constituer une cause exonérant le titulaire du marché de l'exécution de ses obligations contractuelles, le principe de continuité du service public devant prévaloir en tout état de cause. Les pénalités définies à l'article 9 du présent cahier seront donc applicables.

ARTICLE 22 – RESILIATION

21.1/ Résiliation du marché

Les stipulations du CCAG-FCS relatives à la résiliation du marché sont applicables.

Néanmoins, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, aucune indemnité ne sera due au titulaire.

Il est rappelé que l'UGECAM Hauts-de-France pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions citées à l'article 16 du présent document.

Cet article complète les dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS. Le marché peut être résilié de plein droit, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas qui suivent :

- En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de l'UGECAM Hauts-de-France, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, l'UGECAM Hauts-de-France pourrait de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

Celle-ci sera également effective :

- En cas de faute grave du titulaire résultant du mauvais comportement du personnel à l'égard des usagers.

Le présent marché pourra être résilié à tout moment par l'établissement aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations par un tiers à ses frais et risques jusqu'au terme prévu du marché :

- En cas de retards manifestes et répétés ;
- En cas de manquement graves et fréquents aux dispositions des cahiers des charges.

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire par l'établissement. Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

A défaut de la non-communication ou de la non-recevabilité des observations au regard des droits et obligations de chaque partie, ce marché sera résilié.

Le marché pourra par ailleurs être résilié pour faute du titulaire sans mise en demeure du titulaire dès lors que celui-ci perd en cours d'exécution du contrat le droit d'exercer sa profession (cas du retrait définitif de l'agrément ou des autorisations d'exercer par exemple), ou ne répond plus aux conditions d'exercice de son activité telles que définies dans les codes et textes en vigueur.

18.2/ Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation au regard des dispositions prévues aux articles L.8221.3 à L.8221.5 du Code du travail, la personne publique pourra appliquer la pénalité prévue à l'article 10.1 du présent document ou résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 23 – REGLEMENT DES LITIGES

22.1 - Règlement à l'amiable

Les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du Code civil afin de prévenir toute contestation à naître ou de déterminer toute contestation née de la mauvaise exécution ou de l'inexécution de la prestation. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Le **Comité Consultatif Interrégional du Règlement Amiable (CCIRA)** compétent est celui de Nancy :

Préfecture de Meurthe-et-Moselle
1, rue du Préfet Claude Érignac
54038 NANCY Cedex
Tél. : 03.83.34.25.65. (Mme Caroline PAGE, secrétariat)
Fax : 03.83.34.22.24.
Courriel : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr

22.2 - Mise en demeure

L'UGECAM Hauts-de-France met en demeure le prestataire lorsqu'il constate que celui-ci n'effectue pas la prestation commandée dans les conditions du marché. La mise en demeure s'effectue par envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception assorti d'un délai de réalisation de la prestation de **cinq (5) jours** calendaires. Si la mise en demeure est infructueuse à l'issue de ce délai, l'UGECAM Hauts-de-France peut résilier le marché sans dommage ou intérêt.

22.3 - Règlement juridictionnel

Les différends et litiges concernant l'interprétation et l'exécution du présent contrat qui ne pourraient être surmontés d'un commun accord relèveront de la compétence des Tribunaux français, seuls compétents.

En cas de litige, le tribunal du ressort de l'UGECAM Hauts-de-France est seul compétent :

Tribunal Judiciaire de LILLE (TJ)
Avenue du Peuple Belge
BP 729
59034 LILLE CEDEX
Tél. : 03 20 78 33 33
Fax : .03 20 78 50 09
Mail : accueil-lille@justice.fr

ARTICLE 23 – DEROGATION AU CCAG

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le prestataire reste soumis au : Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

ARTICLES DU CCAP	DEROGATION AU CCAG - FCS	OBJET DE LA DEROGATION
2	4	Pièces particulières
10	14	Pénalités
22	33	Résiliation

ARTICLE 24 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le titulaire s'engage à respecter les conventions internationales du travail, pour l'exécution du marché. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent lesdites conventions.

L'UGECAM Hauts-de-France est en droit, pour l'application de la présente disposition, de demander au titulaire une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants, prestataires et fournisseurs sur le respect de ces conventions.

Le non-respect de cet engagement soumet le titulaire à l'application des dispositions de

l'article 41 du CCAG FCS.

ARTICLE 25 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Les candidats devront joindre dans leur offre, un document technique récapitulant les mesures que les candidats proposent de mettre en œuvre au cours de la prestation dans le cadre de leur politique RSE. Les candidats accompagneront leur document de justificatifs des mesures envisagées.

A l'issue de la notification, le candidat retenu se verra soumettre pour accord et signature la Charte de partenariat Développement Durable de l'UGECAM Hauts-de-France.

ARTICLE 26 – VISITES DES ETABLISSEMENTS

La visite des établissements est obligatoire, conformément aux dispositions du Règlement de la Consultation. Chaque soumissionnaire devra faire parvenir avec son offre, une attestation de visite sous peine d'irrecevabilité.

Il est rappelé que le certificat de visite (annexe 2), signé par l'administration, devra obligatoirement être inséré dans les documents à produire par chaque concurrent SOUS PEINE DE NULLITE DE L'OFFRE.

Fait à Lille,

Le 28/01/2025

Le Pouvoir Adjudicateur,

Sébastien LEVAVASSEUR